



espelia  
Conseil pour  
la performance publique



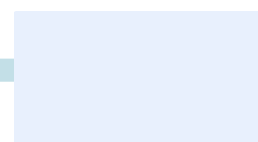
# Rapport

juin 22

## CA Saumur Val de Loire



Schéma directeur des EnR – Phase 3 –  
Stratégie et plan d'actions



# SOMMAIRE

<b>1. Investir le rôle de coordinateur de la Transition énergétique.....</b>	<b>3</b>
1.1. Savoir s'entourer et prioriser.....	3
1.2. Les missions socles du coordinateur.....	3
<b>2. Décliner la stratégie par filière.....</b>	<b>5</b>
2.1. Une action à adapter selon les filières.....	5
2.2. Les acteurs et enjeux par filière.....	5
2.3. Les filières prioritaires.....	7
2.4. Les filières nécessitant moins d'intervention.....	9
<b>3. Synthèse du plan d'action.....</b>	<b>11</b>
3.1. Les moyens nécessaires.....	11
3.2. Calendrier.....	13

# 1. INVESTIR LE RÔLE DE COORDINATEUR DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

## 1.1. Savoir s'entourer et prioriser

La phase 2 de l'étude a permis de définir des scénarios de production par typologie d'énergies renouvelables (EnR) pour atteindre les objectifs du territoire, à savoir tendre vers un territoire à énergie positive d'ici 2050 :

- Diviser par 2 les consommations d'énergie ;
- Augmenter la production d'EnR pour couvrir 100 % des besoins, contre 7 % à l'heure actuelle.

Il va de soi que nulle Collectivité ne peut atteindre seule ces objectifs. Pour ce faire, elle doit s'entourer de partenaires et toucher un maximum d'acteurs du territoire (entreprises, agriculteurs, citoyens...).

Le choix des partenaires et des acteurs à toucher dépend des typologies d'EnR et des tailles de projets, mais aussi de la priorisation qu'en fait la Communauté d'Agglomération : certaines énergies sont privilégiées dans la stratégie (ex. solaire, chaleur renouvelable) ; d'autres énergies sont moins prioritaires (hydrogène) ou bénéficient d'un écosystème d'acteurs déjà bien en place (méthanisation).

Les missions du coordinateur de la transition énergétique (TE) :

**Le rôle de coordinateur de la transition énergétique ne consiste pas à tout faire, mais bien à faire effet levier pour entraîner la mise en mouvement de l'ensemble des acteurs du territoire. L'agglomération peut compter sur de nombreux partenaires pour mener à bien sa mission, qui varieront pour chaque action.**

## 1.2. Les missions socles du coordinateur

Le plan d'actions compte des missions qui ne peuvent relever que du coordinateur de la transition énergétique, à savoir :

### ► DÉFINIR UNE STRATÉGIE ET COMMUNIQUER – A1, A4 ET DIVERS

La première mission consisterait à **élaborer une charte** (A1) pour définir quelles EnR sont souhaitables et souhaitées sur le territoire. En particulier, la charte aide à définir pour chaque typologie d'EnR ou de projet :

- Les objectifs attendus par ordre de priorité : bénéfices environnementaux ; retombées financières du projet pour la Collectivité ; retombées économiques et créations d'emploi ;

**Aucun projet ne pouvant répondre parfaitement à l'ensemble de ces critères, il est nécessaire de les prioriser. L'ordre des priorités peut différer d'une EnR à l'autre mais l'ensemble doit rester lisible et cohérent pour les acteurs du territoire.**

- Au regard de ces objectifs, la taille des projets souhaités, leur localisation préférentielle et les acteurs à favoriser pour le portage des projets (développeurs, communes, acteurs économiques locaux, citoyens...) ;

- Le niveau de maîtrise du projet par les acteurs locaux (gouvernance, prise de participation) jugé de manière réaliste au regard de la complexité du projet versus les retombées qui en sont attendues ;
- Le schéma d'accompagnement et de validation des projets ;
- Les acteurs en charge du suivi et de l'accompagnement des projets.

NB : Concernant la **méthanisation**, il existe déjà des chartes en place sur le territoire, l'objectif est donc plutôt de s'en emparer.

Une fois la stratégie définie, il s'agit de s'assurer qu'elle est bien :

- Transcrite et applicable à travers les **documents d'aménagement et d'urbanisme** (A1) ;
- **Connue de tous**, d'où les nombreuses actions intégrant un volet de communication, qu'elles soient à destination des communes, des acteurs du territoire ou des développeurs.

#### ► INCITER AU DÉVELOPPEMENT DES ENR – A2, B1 À B3

La Communauté d'agglomération a un rôle crucial à jouer dans la **sensibilisation et l'accompagnement à la mise en œuvre des projets d'EnR** sur le territoire auprès des typologies d'acteurs dont elle est la plus proche, en particulier grâce à son guichet unique de la rénovation énergétique et à aux Conseillers participés en énergie :

- Habitants, citoyens ;
- Petit tertiaire ;
- Communes, en mission partagée avec le Siéml qui propose un accompagnement déjà fort.

Concernant les autres acteurs (entreprises, agriculteurs), l'agglomération peut s'appuyer sur les partenaires déjà en place à l'aide du service développement économique. Il s'agit en particulier de la CCI, de la Chambre d'agriculture, d'AILE, du Siéml, etc. Plusieurs actions visent à soutenir les actions déjà en place et à les promouvoir, en particulier sur la méthanisation.

#### ► SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT DES ENR – E1, E4 ET DIVERS

Rien ne sert de promouvoir les EnR si le territoire n'est pas capable d'accompagner les porteurs de projets. Le plan d'actions identifie donc, selon les EnR et les cibles, des partenaires capables d'apporter une ingénierie, mais également des actions permettant de mobiliser les aides financières déjà existantes, soit en les recensant (E4) soit en les encourageant (via les SEM en E1). La proposition d'offres « clés en main » est également un moyen d'apporter une ingénierie technique et financière groupée.

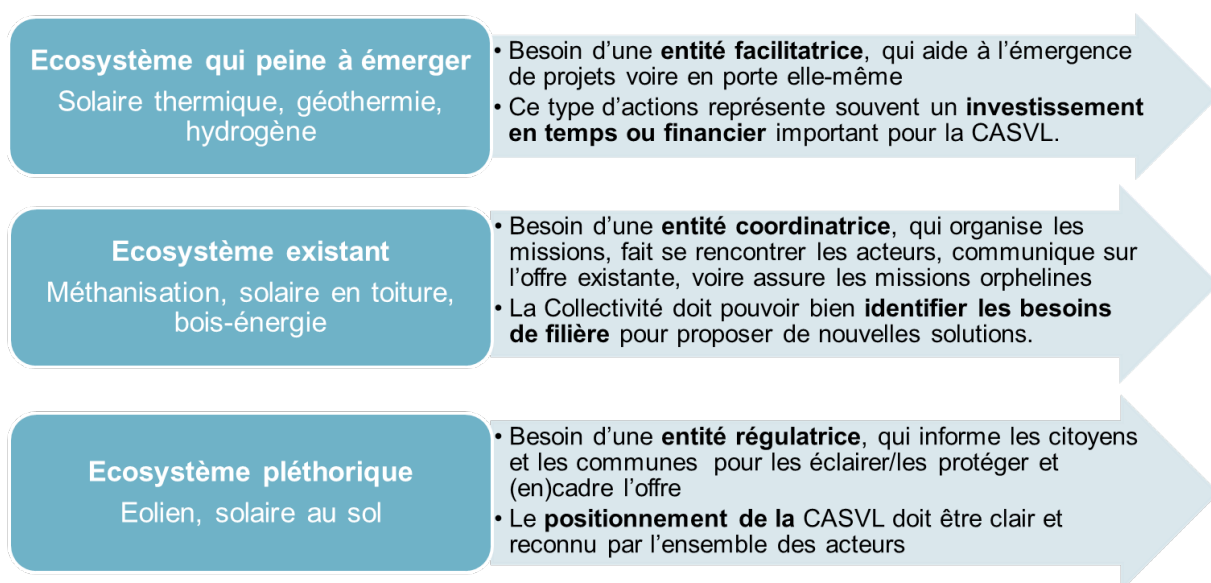
#### ► SUIVRE LES PROJETS, LES RECENSER ET COMMUNIQUER SUR L'AVANCÉE DU TERRITOIRE – A3 ET DIVERS

Pour pouvoir coordonner la transition énergétique, l'agglomération doit avoir la vision la plus fiable possible de ce qui se passe sur son territoire et des projets en cours. Cette mission est consolidée à travers la création d'un **observatoire des EnR élaboré en lien avec le Siéml** (A3), mais également à travers les échanges avec les communes et partenaires qui permettront de définir le schéma de validation, de portée à connaissance et de communication des projets.

## 2. DÉCLINER LA STRATÉGIE PAR FILIÈRE

### 2.1. Une action à adapter selon les filières

Chaque filière EnR ne fait pas l'objet du même **niveau de priorisation** dans la stratégie de l'agglomération, des mêmes enjeux et n'est pas dotée d'un écosystème de la même **maturité** pour l'accompagner. Ce faisant, la stratégie de l'agglomération diffère d'une EnR à l'autre.



### 2.2. Les acteurs et enjeux par filière

Les schémas ci-dessous permettent de rappeler quels sont les différents acteurs et enjeux par filière.

#### ► FILIÈRE SOLAIRE (ET ÉOLIEN)

Cible	Promotion de la filière et sensibilisation	Accompagnement des porteurs de projets	Financement, prise de participation	Porteur de projets, développeur et réseaux de développeurs
Citoyens				
Communes				
Entreprises				

Cible	Promotion de la filière et sensibilisation	Accompagnement des porteurs de projets	Financement, prise de participation	Porteur de projets, développeur et réseaux de développeurs
Agriculteurs				

Le territoire est soumis à beaucoup de demandes des développeurs, malgré sa valeur paysagère et patrimoniale. A côté des développeurs traditionnels émergent des **initiatives citoyennes et locales** comme le Collectif PEPS soutenu par Energie partagée en amont des projets ou CoWatt au moment de leur réalisation ; ces initiatives s'intégrant au réseau des projets EnR citoyens de l'ensemble des Pays de la Loire. Différents acteurs accompagnent les porteurs de projets et sont autant de relais sur lesquels la Collectivité pourra s'appuyer :











- ORACE pour les entreprises ;
- Le Siéml, la SEM Alter énergies et le PNR pour les communes ;
- Alisée et plusieurs associations pour les citoyens ;
- La Chambre d'agriculture pour les agriculteurs.

Enfin, en complément de la Région et de l'Europe, la SEM Alter énergies est un acteur départemental important pour le financement des grands projets, avec laquelle il est pertinent que la Collectivité unisse ses forces.

Finalement, **les principaux manques concernent les entreprises**, plutôt moins bien accompagnées que les autres typologies de cibles, et les agriculteurs pourtant propriétaires de la majorité du foncier concerné.

Il y a un enjeu à **structurer l'accompagnement des citoyens et des communes**, en particulier en facilitant la réalisation de projets individuels, et à mieux **accompagner les grands propriétaires fonciers** dans leur ensemble, en particulier les agriculteurs et les entreprises.

#### ► FILIÈRE THERMIQUE (EN PARTICULIER LE BOIS-ÉNERGIE)

Promotion de la filière et sensibilisation	Mobilisation des gisements locaux	Production locale de plaquettes ou d'énergie	Accompagnement des porteurs de projet
  	  		  

Aujourd'hui, la **filière bois reste moyennement investie**. Les actions de promotion sont nombreuses sur les territoires (Atlanbois, PNR, AILE...) mais l'accompagnement des porteurs de projets – Siéml et Atlanbois pour les communes et Mission Bocage pour les entreprises – n'est pas suffisant pour **inciter au passage à l'acte** sur des projets complexes que sont les chaufferies bois. En effet, contrairement à une chaudière gaz, des problématiques d'entretien et d'approvisionnement se posent tout au long de la vie du projet, à moins de se

voir proposer une solution de type clé-en-main ou réseau de chaleur. **Les projets de géothermie sont également complexes et l'accompagnement faible.**

La mobilisation locale d'énergie thermique est également faible : si la SCIC Maine-et-Loire Bois-énergie permet de produire du bois à une échelle assez locale, elle manque de soutiens et de moyens. Par ailleurs, **l'offre territoriale est insuffisante en matière de géothermie ou de solaire thermique**. Même si l'aide à l'émergence de la demande est une priorité, elle ne doit pas occulter la nécessité de **structurer une offre de qualité sur ces filières**.

#### ► FILIÈRE MÉTHANISATION

Filière	Promotion de la filière et sensibilisation	Financement	Accompagnement des porteurs de projet
Filière agricole			
Filière non-agricole			

**La filière méthanisation agricole est déjà bien dotée** : le Département s'est allié à d'autres acteurs phares dont la Chambre d'agriculture, GRDF, AILE et le Siéml pour promouvoir et développer la filière à travers Cap Métha 49, tandis que la Région s'est associée à GRDF via l'association Méthatlantique. Globalement, les agriculteurs peuvent compter sur des *soutiens financiers et un accompagnement bien structuré*.

En revanche, **la filière non-agricole n'est pas très investie à l'heure actuelle**. Les Collectivités qui détiennent la majorité des gisements (eaux usées, déchets...) n'ont pas d'acteurs sur qui s'appuyer.

## 2.3. Les filières prioritaires

#### ► LE SOLAIRE À L'HONNEUR (B2, C4, E3)

En réalité, il n'y a pas une mais plusieurs filières solaires, à commencer par **le solaire en toiture** (thermique ou photovoltaïque). Les principaux acteurs à toucher sont les citoyens, les communes et les bâtiments tertiaires. Il existe déjà des initiatives visant ces acteurs (cadastre solaire) et des acteurs pour les accompagner (guichet unique, Siéml, service développement économique...). Cependant, la filière manque de dynamisme, d'où l'importance de mettre en place des actions pour faciliter le passage à l'acte des porteurs de projet, en particulier :

- Pour tous les acteurs : la sensibilisation des acteurs (B2) avec l'appui du Siéml et du guichet unique ;
- Pour les communes : la proposition d'une offre clé en main (C4) et le lancement d'un AML (C2) avec l'appui du Siéml.



	Solaire en toiture
<b>Intérêts et limites</b>	Nécessité de mettre en place une dynamique globale à l'ensemble du territoire
<b>Rôle de la CASVL</b>	<b>Mener les actions visant à massifier les projets</b>
<b>Actions</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mettre en place un guichet unique des EnR et de la rénovation énergétique</li> <li>• Sensibilisation des citoyens via les actions du Solaire en Anjou</li> <li>• Lancement d'un AMI commun avec les communes pour l'installation de panneaux PV sur le patrimoine public → prévu</li> <li>• Maîtrise d'ouvrage déléguée pour les communes souhaitant installer des panneaux PV sur leur toiture</li> </ul>
<b>Intérêt pour la CASVL</b>	Améliorer le <b>bilan carbone du territoire et impliquer les citoyens dans la démarche de transition énergétique</b>
<b>Poids humain et financier</b>	<p><u>Fort</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'externalisation du guichet unique réduit le poids pour les équipes actuelles mais exige un engagement financier important</li> <li>• Le lancement d'un AMI exige probablement l'intervention d'un AMO (env. 20k€) mais demandera une implication forte des équipes qui pourront difficilement absorber la charge supplémentaire sans délégation d'autres missions comme le suivi des projets par exemple</li> <li>• L'engagement humain et financier de l'offre clé en main dépendra de son dimensionnement</li> </ul>

**Le solaire au sol** concerne d'autres typologies d'acteurs et en particulier les grands propriétaires terriens. Pour cette filière, certaines missions sont mutualisées avec le grand éolien, en particulier ce qui concerne la sensibilisation des propriétaires fonciers (D1), la prise de participation via la SEM (E1), la structuration de collectifs citoyens (B1) ou encore le dialogue régulier avec les communes sur les questions d'urbanisme (A4). Cependant, l'action la plus emblématique et spécifique à la filière serait le lancement d'un appel à manifestation d'intérêt (E3) en vue de prendre des parts dans les projets solaires et ce avec le double objectif de :

- Impulser le développement en nombre de projets (massifier) ;
- Contrôler les projets qui émergent sur le territoire par une gouvernance locale.

#### ► LA CHALEUR RENOUVELABLE, ENTRE LES MAINS DES COLLECTIVITÉS

La chaleur renouvelable peut être étudiée à l'échelle individuelle, c'est déjà ce que promeuvent le guichet unique et les Conseillers en énergie partagés. Toutefois, les actions actuelles présentent des insuffisances :

- Elles ne concernent pas les grosses entreprises ;
- Elles ne permettent pas de massifier ou difficilement (pas d'offre groupée ou clé en main) ;
- Elles ne pallient pas le déficit d'offre locale et durable permettant de répondre à la demande si elle amplifiait.

Le plan d'actions propose donc des missions pour aider à l'émergence de la demande chez tous les porteurs de projet potentiels dont les entreprises (D4, D5) avec l'aide des partenaires déjà en lien avec les différentes cibles (Siémi pour les communes, CCI pour les entreprises, etc.) et pour structurer l'offre, en particulier le bois énergie en soutenant la SCIC déjà en place (C3).



	Distribution de chaleur	Chaleur – bois local et durable	Chaleur – géothermie et solaire thermique
<b>Intérêts et limites</b>	Engagement fort du Siéml sur le sujet	Ecosystème d'acteurs bien établi	Filières peu structurées
<b>Rôle de la CASVL</b>	<b>Intervention à la marge en lien avec le Siéml</b>	<b>Mener les actions visant à massifier les projets</b>	<b>Participer à l'émergence de projets</b>
<b>Actions</b>	Soutenir les actions du Siéml et participer à la sensibilisation des élus.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Guichet unique des EnR</li> <li>Mise en œuvre avec le Siéml d'une offre clé en main pour les communes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Guichet unique des EnR</li> <li>Lancer des études de potentiel avec le Siéml</li> <li>Animer des groupes de travail pour travailler sur une offre de services à destination des entreprises.</li> </ul>
<b>Intérêt de l'implication de la CASVL</b>	<b>Améliorer la résilience du territoire en le rendant plus autonome énergétiquement</b>		
<b>Poids humain et financier</b>	<u>Faible</u> : mobilisation des équipes actuelles, le Siéml est déjà bien mobilisé sur ces sujets	<u>Fort</u> : <ul style="list-style-type: none"> <li>L'externalisation du guichet unique réduit le poids pour les équipes actuelles mais exige un engagement financier important</li> <li>L'engagement humain et financier de l'offre clé en main dépendra de son dimensionnement</li> <li>Des financements devront être débloqués pour les études de potentiel (menées par le Siéml)</li> <li>La prise en main de nouveaux sujets exige un renforcement des équipes</li> </ul>	

## 2.4. Les filières nécessitant moins d'intervention

### ► LA MÉTHANISATION, DÉJÀ BIEN INVESTIE SUR LE VOLET AGRICOLE

La méthanisation agricole est déjà bien investie par les acteurs du territoire. S'il y a un enjeu à la coordonner, il n'est cependant pas utile (voire contreproductif) d'ajouter un acteur supplémentaire à l'échiquier. Les actions proposées visent donc plutôt à relayer, encadrer et soutenir les actions déjà en place (D3) et à faciliter l'acceptation des projets, notamment auprès des citoyens (B3).

En revanche, la question se pose différemment pour la méthanisation non-agricole car elle est principalement produite à partir de dérivés en possession des syndicats, communes et autres Collectivités. Sur cette filière, l'agglomération a un rôle plus fort à jouer (D2).

	Méthanisation agricole	Méthanisation territoriale
<b>Enjeux de la filière</b>	Nombreux projets de petite taille, plus difficiles à coordonner	De nombreux acteurs sont déjà impliqués
<b>Rôle de la CASVL</b>	<b>Intervention à la marge sur des actions de coordination et de facilitation</b>	
<b>Synthèse des actions</b>	<b>Promouvoir une filière de méthanisation durable :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Intensifier l'implication de la CASVL dans des actions de coordination pour pouvoir monter en compétence sur ces sujets et mieux représenter son territoire</li> </ul> <b>Identifier et mettre en œuvre les effets leviers que peut avoir la CASVL sur les projets :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Faciliter l'obtention de financements</li> <li>Faciliter la mise à disposition des déchets publics</li> <li>Participer aux actions de sensibilisation auprès des citoyens</li> </ul>	
<b>Intérêt de l'implication de la CASVL</b>	<b>Dynamiser le territoire</b> via la <b>création d'emplois</b> ou la <b>valorisation des ressources locales</b> et la génération de revenus complémentaires aux agriculteurs...	
<b>Poids humain et financier</b>	<u>Faible</u> : <ul style="list-style-type: none"> <li>Mobilisation des équipes actuelles du service environnement avec la nécessité d'être formé sur les enjeux des projets de méthanisation</li> <li>Pas d'engagement financier à moyen terme (sauf octroi de garantie bancaires)</li> </ul>	

## ► L'ÉOLIEN, EN DEUXIÈME LIGNE

Le plan d'actions présente un certain nombre de missions communes avec le grand solaire (cf. partie dédiée plus haut). Par symétrie, un AMI serait lancé pour développer l'éolien tout en le maîtrisant (E2).

	Grandes EnR : PV et éolien
<b>Intérêts et limites</b>	De nombreux projets émergent sans consultation et participation des collectivités et des citoyens
<b>Rôle de la CASVL</b>	<b>Mener les actions de régulation et de coordination des projets</b>
<b>Actions</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rédiger une charte, en s'appuyant par exemple sur une consultation locale, pour réguler le développement des projets</li> <li>• Participer à la structuration de collectifs citoyens via une mise à disposition de moyens</li> <li>• Animer des temps d'échange avec les développeurs privés et les communes en amont du développement</li> <li>• Accompagner les communes dans à formuler des réponses aux sollicitations des développeurs</li> <li>• Lancer des appels à projets (éolien et solaires) impliquant des communes intéressées par une prise de participation</li> <li>• Investir dans les projets via les SEM</li> </ul>
<b>Intérêt pour la CASVL</b>	<b>Apporter des retombées financières et économiques à la Collectivité et au territoire</b>
<b>Poids humain et financier</b>	<p><u>Fort</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le suivi de projets demande du temps et un renforcement des équipes sera nécessaire pour mener des actions plus importantes telles que des sessions de formation et une consultation locale</li> <li>• Le lancement d'un appel à projet exige probablement l'intervention d'un AMO (env. 20k€) mais demandera une implication forte des équipes qui pourront difficilement absorber la charge supplémentaire sans délégation d'autres missions de suivi notamment</li> </ul>

## ► L'HYDROGÈNE VERT, À EXPÉRIMENTER

L'**hydrogène vert n'est pas une énergie renouvelable mais un vecteur** permettant son transport et son stockage, chose précieuse pour pallier leur intermittence. L'action (D6) propose de mener une étude pour étudier l'opportunité de structurer le territoire autour de ce sujet, en commençant par étudier les usages potentiels et les productions possibles.

### 3. SYNTHÈSE DU PLAN D'ACTION

#### 3.1. Les moyens nécessaires

Pour chaque action ont été estimés :

- Les partenaires potentiels – mais pas le niveau de soutien financier qu'ils pourraient demander ;
- Le temps à passer initialement pour mettre en place l'action et sa valorisation en coûts ;
- Le temps à passer de manière récurrente et sa valorisation en coûts ;
- Les missions externalisables et leur valorisation en coûts ;

Volet d'intervention	N°	Filière	Action	Partenaires (qui ?)	Moyens humains ponctuels	Jours homme pour la mise en œuvre	Moyens humains permanents	Jours homme permanents
Mettre en œuvre d’une dynamique de développement des EnR sur le territoire	A-1	Multi-filières	Elaborer une charte territoriale multi-filière	Acteurs associés à la concertation : - PNR LAT	- Travail préparatoire et d'identification avec les partenaires : 20 jours de travail - Période de concertation : 40 jours de travail	130 j.	Suivi de la charte	5 j/an
	A-2	Multi-filières	Mettre en place d’un guichet unique de la rénovation énergétique et des énergies renouvelables	- Guichet unique de la rénovation énergétique et des EnR - Alsée - Services aménagement, instructeurs des dossiers d'urbanisme, voire ABF	- Période de concertation et de préfiguration du service : 40 jours de travail - Communication : 20 jours de travail	60 j.	-Coordination, animation et suivi des actions: 20 jours/an -Réalisation des bilans annuels (1 par an) : 2 jours/an	22 j/an
	A-3	Multi-filières	Mettre en place un observatoire EnR et suivi du schéma directeur EnR	Suivi des projets : - Communes	Elaboration d’une base de données en collaboration avec le Siéml : 5 jours	5 j.	- Suivi régulier des projets (mise à jour de la base de données et contact avec les porteurs de projet) : 12 jours/an	31 j/an
	A-4	Multi-filières	Entretenir un dialogue régulier avec les communes et services de l'Etat sur les contraintes patrimoniales et paysagères	Autorités administratives : - ABF	Rencontres initiales et élaboration d'un outil de suivi des échanges	10 j.	Rencontres lorsque des projets émergent	1 j/an
Favoriser l’implication des citoyens et des entreprises dans les projets EnR	B-1	Multi-filières	Soutenir la structuration de collectifs citoyens	Référents EnR : - Atlansun	- Aide à l’impulsion, coordination , mise en relation - Réponse appels à projet	12 j.	- Accompagnement ponctuel à raison de 2 jours par trimestre	6 j/an
	B-2	Solaire	Sensibiliser et former les acteurs du territoire	Partenaires du Solaire en Anjou Champre d'agriculture	- Elaboration et mise en oeuvre du plan de communication	15 j.	- Organisation de sessions de formation (2 par an) : 8 jours par an - Journées d'échange sur le Solaire en Anjou : 2 jours par trimestre soit 6 jours/an	20 j/an
	B-3	Méthanisation	Relayer les outils de sensibilisation à destination des citoyens	Acteurs de la méthanisation Porteurs de projets	- Recensement et identification des porteurs de projets de méthanisation : 3 jours de travail	13 j.	- Organisation de session de formation à destination des porteurs de projets et/ou agriculteurs intéressés (2 par an) : 4 jours de travail	8 j/an
Sensibiliser les élus locaux	C-1	Multi-filières	Organiser des événements de sensibilisation et de formation à destination des élus	Organismes de formation : - Atlansun	- Elaboration d’une boîte à outils et recensement des formations : 15 jours de travail	15 j.	- Organisation d'une conférence : 3 jours de travail (bi-annuel)	2 j/an
	C-2	Solaire	Lancer un AMI commun CASVL & communes pour l’installation de panneaux PV sur du patrimoine public	Partenaire technique Siéml	- Organisation d'un événement de sensibilisation : 3 jours de travail - Lancement d’une enquête et analyse des résultats : 5 jours de travail	38 j.	- Organisation d'un événement de sensibilisation : 3 jours de travail (bi-annuel) - 1 AMI par an : 30 jours de travail	33 j/an
	C-3	Chaleur renouvelable	Soutenir et renforcer l'offre de chaleur bois locale et durable	- Siéml - ONF, CRPF,	Suivi du prestataire en charge de la mission	20 j.	Suivi, coordination, animation du label haie en lien avec les partenaires (Chambre d'agriculture...)	30 j/an
	C-4	Solaire	Construire une offre clé en main de pose de panneaux solaires photovoltaïques ou thermiques sur le bâti des communes	- Siéml - Bureau d'étude ?	- Discussion avec le Siéml et définition de l'offre clé en main à apporter : 3 jours (possibilité de demander de l'aide à un cabinet de conseil ou juridique)	46 j.	Mise en oeuvre des projets : selon volume de toitures et répartition actée avec le Siéml	10 j/an
Structurer et promouvoir les filières EnR	D-1	Multi-filières	Appuyer les propriétaires de foncier pour l’émergence de projets dans le cadre défini par la CASVL	- Chambre d'agriculture, CCI, CMA - Service dév. éco. , service aménagement , SPPEH	- Recensement des propriétaires fonciers - Action de communication générale à destination de tous les propriétaires de	30 j.	Echanges réguliers avec les propriétaires	20 j/an
	D-2	Méthanisation	Valoriser les déchets non-agricoles dans les projets de méthanisation	- Communes, syndicats et collectivités détentrices des compétences déchets ou assainissement	- Encadrement de l’étude des gisements et potentiels réalisée par un BET : 20 jours - Rencontre des acteurs, sensibilisation, signature des lettres d’engagement de la	250 j.	0	0 j/an
	D-3	Méthanisation	Promouvoir et relayer les actions en faveur de la méthanisation	- Cap Métha 49, Méthatlantique, DDT49 - Chambre d'agriculture	Rencontre des partenaires et discussions préalables	10 j.	Animation régulière et échanges avec les acteurs en charge de la promotion de la filière	5 j/an
	D-4	Chaleur renouvelable	Aider à l’émergence de projets de chaleur renouvelable sur le territoire	- Service dév. éco, SPPEH pour les entreprises ; Siéml pour les communes - BET et entreprises spécialistes de ces questions	- Suivi de l’étude des consommations et potentiels : 30 jours - Coordination avec les autres acteurs et services pour définir une stratégie de	50 j.	Animation du sujet avec le Siéml (temps à préciser selon partage des tâches)	4 j/an
	D-5	Chaleur renouvelable	Sensibiliser les entreprises susceptibles de porter des projets de chaleur renouvelable	Référents chaleur renouvelable Atlanbois	- Recensement et classification des entreprises concernées par la mise en oeuvre de projets de chaleur renouvelable	7 j.	- Organisation d'une conférence : 3 jours de travail (bi-annuel)	2 j/an
	D-6	Hydrogène	Développer un écosystème hydrogène vert sur le territoire	- Service transition énergétique - Service mobilité ; service dév. éco. ; syndicat des déchets ; collectivités en	Suivi de l'étude	15 j.	0	0 j/an
Investir et financer les projets EnR	E-1	Multi-filières	Accélérer l'investissement du territoire dans les projets EnR via les SEM	Partenaires financiers : - SEMAE et ses actionnaires - Services financiers et juridiques	- Organisation et animation des réunions de concertation : 10 jours de travail - Recapitalisation de la SEMAE (et étapes liées) : 15 jours de travail	25 j.	Suivi de la SEM	2 j/an
	E-2	Eolien	Lancer un appel à projets éolien par la CASVL et des communes intéressées par une prise de participation	- Collectif PEPS, Alter, Energie partagée, etc.	- Identification des sites : 20 jours (possiblement avec l'aide d'un BET de type Artelys ou à l'aide d'un atelier sur cartes du territoire avec les élus et qq acteurs comme	60 j.	Echanges réguliers avec les acteurs - fonction du nombre de projets	20 j/an
	E-3	Solaire	Lancer un appel à projets PV au sol par la CASVL et des communes intéressées par une prise de participation	- Services financiers et juridiques - Collectif PEPS, Alter, Energie partagée, etc.	- Identification des sites : 20 jours (possiblement avec l'aide d'un BET de type Artelys ou à l'aide d'un atelier sur cartes du territoire avec les élus et qq acteurs comme	60 j.	Echanges réguliers avec les acteurs - fonction du nombre de projets	20 j/an
	E-4	Multi-filières	Faciliter l'obtention de financement pour les projets EnR	- Service financier - SEMA	Mise en place de la veille	10 j.	Veille juridique et financière et communication dans les services et auprès des communes	10 j/an
TOTAL						881 j.		250 j/an

Volet d'intervention	N°	Filière	Frais de communication	Externalisation	Coût en cas d'externalisation	Aides financières	Synthèse des coûts sur 5 ans à compter du démarrage de l'action (hors subventions)
Mettre en œuvre d’une dynamique de développement des EnR sur le territoire	A-1	Multi-filières	2 000 €	Possibilité de s'appuyer sur un prestataire pour élaborer et animer les ateliers	20 000,00 €	0	44 926 €
	A-2	Multi-filières	5 000 €	Oui pour la mise en oeuvre mais avec un portage fort côté CASVL ; puis suivi par la CASVL.	15 000,00 €	0	42 620 €
	A-3	Multi-filières	1 000 €	Possible externalisation de la conception de l'outil mais plus pertinent de le faire au sein du Siéml	10 000,00 €	0	30 716 €
	A-4	Multi-filières	- €	Non	- €	0	2 140 €
Favoriser l’implication des citoyens et des entreprises dans les projets EnR	B-1	Multi-filières	5 000 €	Non	- €	Appels à projet : AAP PollinisER du Siéml pour le soutien financier aux prestations	10 502 €
	B-2	Solaire	5 000 €	- Aide à la mise en récit - Animation du plan de formation	10 000,00 €	0	29 520 €
	B-3	Méthanisation	3 000 €	L'agglomération intervient en soutien des acteurs mentionnés ci-avant qui portent la mission.	- €	0	9 878 €
Sensibiliser les élus locaux	C-1	Multi-filières	1 000 €	Oui - ce type de marché est fréquent. A envisager en fonction des ressources disponibles de la CASVL.	3 000,00 €	0	7 210 €
	C-2	Solaire	- €	Oui - ce type de marché est fréquent (env. 20-30k€ pour un accompagnement complet). Conseil sur les aspects	30 000,00 €	0	55 983 €
	C-3	Chaleur renouvelable	- €	Prestation initiale pouvant être confiée à un prestataire pour la mise en place, voire à l'association AILE	40 000,00 €	0	61 397 €
	C-4	Solaire	- €	Aide à l'écriture des conventions, la modification des statuts, etc. voire choix des montages juridiques pour offre	15 000,00 €	0	28 144 €
Structurer et promouvoir les filières EnR	D-1	Multi-filières	- €	Identification des acteurs et du foncier avec le service SIG, cadastre ou à l'aide du bureau d'études	25 000,00 €	0	41 812 €
	D-2	Méthanisation	- €	- Identification du foncier par un bureau d'études spécialisé (Solagro...)	50 000,00 €	0	88 210 €
	D-3	Méthanisation	- €	Non	- €	0	4 585 €
	D-4	Chaleur renouvelable	- €	- Cartographie des consommations et gisements (bureau d'étude de type Menthe, Artelys, S2T...)	50 000,00 €	Etudes prises en charge à 90% par le fonds chaleur de l'ADEME	60 087 €
	D-5	Chaleur renouvelable	- €	Cartographie / recensement pouvant être réalisée par la CCI ou un bureau d'études	15 000,00 €	0	16 987 €
	D-6	Hydrogène	- €	Etude pouvant être confiée à un prestataire spécialisé (Iming, Justy...)	35 000,00 €	Etude subventionnée en charge par l'appel à projet de l'ADEME sur les écosystèmes H2	37 293 €
Investir et financer les projets EnR	E-1	Multi-filières	- €	00/01/1900	- €	0	5 044 €
	E-2	Eolien	- €	- Identification des sites et animation d'ateliers (bureau d'études de type Artelys, Cohérence énergie...)	60 000,00 €	0	81 397 €
	E-3	Solaire	- €	- Identification des sites et animation d'ateliers (bureau d'études de type Artelys, Cohérence énergie...)	40 000,00 €	0	61 397 €
	E-4	Multi-filières	- €	Aide à la structuration de la veille par un cabinet de conseil, un avocat...	12 000,00 €	0	19 642 €
TOTAL			22 000 €		430 000 €		739 489 €

3.2. Calendrier

Le fichier Excel adaptable propose un calendrier (ici première version) qui peut être adapté et servir d'outil de suivi de l'avancement du schéma directeur. Ci-dessous un extrait sur les premiers mois.

Volet d'intervention	N°	Filière	Action	Action initiale	Action permanente	sept.-22	oct.-22	nov.-22	déc.-22	janv.-23	févr.-23	mars-23	avr.-23	mai-23	juin-23	juil.-23	août-23	sept.-23	oct.-23	nov.-23	déc.-
Mettre en œuvre d'une dynamique de développement des EnR sur le territoire	A-1	Multi-filières	Elaborer une charte territoriale multi-filière	non amorcée	non mise en œuvre														2	2	
	A-2	Multi-filières	Mettre en place d'un guichet unique de la rénovation énergétique et des énergies renouvelables	non amorcée	non mise en œuvre								2	2	2	2	2	2	2	2	2
	A-3	Multi-filières	Mettre en place un observatoire EnR et suivi du schéma directeur EnR	non amorcée	non mise en œuvre					2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
	A-4	Multi-filières	Entretenir un dialogue régulier avec les communes et services de l'Etat sur les contraintes patrimoniales et paysagères	non amorcée	non mise en œuvre									2	2	2	2	2	2	2	2
Favoriser l'implication des citoyens et des entreprises dans les projets EnR	B-1	Multi-filières	Soutenir la structuration de collectifs citoyens	non amorcée	non mise en œuvre					2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
	B-2	Solaire	Sensibiliser et former les acteurs du territoire	non amorcée	non mise en œuvre					2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
	B-3	Méthanisation	Relayer les outils de sensibilisation à destination des citoyens	non amorcée	non mise en œuvre																
Sensibiliser les élus locaux	C-1	Multi-filières	Organiser des événements de sensibilisation et de formation à destination des élus	non amorcée	non mise en œuvre														2	2	
	C-2	Solaire	Lancer un AMI commun CASVL & communes pour l'installation de panneaux PV sur du patrimoine public	non amorcée	non mise en œuvre																
	C-3	Chaleur renouvelable	Soutenir et renforcer l'offre de chaleur bois locale et durable	non amorcée	non mise en œuvre																
	C-4	Solaire	Construire une offre clé en main de pose de panneaux solaires photovoltaïques ou thermiques sur le bâti des communes	non amorcée	non mise en œuvre												2	2	2	2	
Structurer et promouvoir les filières EnR	D-1	Multi-filières	Appuyer les propriétaires de foncier pour l'émergence de projets dans le cadre défini par la CASVL	non amorcée	non mise en œuvre																
	D-2	Méthanisation	Valoriser les déchets non-agricoles dans les projets de méthanisation	non amorcée	non mise en œuvre																
	D-3	Méthanisation	Promouvoir et relayer les actions en faveur de la méthanisation	non amorcée	non mise en œuvre																
	D-4	Chaleur renouvelable	Aider à l'émergence de projets de chaleur renouvelable sur le territoire	non amorcée	non mise en œuvre																
	D-5	Chaleur renouvelable	Sensibiliser les entreprises susceptibles de porter des projets de chaleur renouvelable	non amorcée	non mise en œuvre																
	D-6	Hydrogène	Développer un écosystème hydrogène vert sur le territoire	non amorcée	non mise en œuvre																
Investir et financer les projets EnR	E-1	Multi-filières	Accélérer l'investissement du territoire dans les projets EnR via les SEM	non amorcée	non mise en œuvre												2	2	2	2	
	E-2	Eolien	Lancer un appel à projets éolien par la CASVL et des communes intéressées par une prise de participation	non amorcée	non mise en œuvre																
	E-3	Solaire	Lancer un appel à projets PV au sol par la CASVL et des communes intéressées par une prise de participation	non amorcée	non mise en œuvre																
	E-4	Multi-filières	Faciliter l'obtention de financement pour les projets EnR	non amorcée	non mise en œuvre										2	2	2	2	2	2	2